

# L'UNEF PROPOSE ...

---

*' Nous prendrons des mains fragiles  
des étudiants  
Le drapeau rouge de la lutte  
anticapitaliste "*

*(Des travailleurs à Boulogne)*

Parce que les mois de mai et de juin ont montré l'importance des luttes étudiantes.

Parce que l'importance de la liaison entre les luttes étudiantes et les luttes ouvrières est irréversible.

Parce que la poursuite de la lutte suppose que l'on tienne compte des conditions nouvelles créées depuis quelques mois.

Le bureau national de l'U.N.E.F. tient à faire le point de la situation à apporter des éléments d'analyse et des propositions pour relancer les discussions et l'action dans toutes les facultés et universités de France.

Au moment où tous les étudiants reprennent le chemin des facultés et les travailleurs celui des usines, il est nécessaire de faire le bilan des actions du mois de mai.

Pour les étudiants, la poursuite de la contestation radicale de l'Université est inséparable de celle de la société capitaliste et du pouvoir établi, en liaison avec tous les exploités du système : ouvriers, techniciens, pay-sans, employés...

Il faut combattre toute tentative d'isolement du mouvement : le limiter aux seuls enceintes universitaires serait le priver de son débouché politique fondamental ; ce serait aussi permettre que s'abatte sur lui une farouche répression policière et administrative. Il faut aussi éviter l'éclatement de ce qui a été réellement un mouvement de masse.

Les derniers mois ont marqué un point de non retour : quittant le cadre étroit de l'Université, la lutte des étudiants a fait irruption dans le champ de la lutte des classes ; l'action des étudiants a été un exemple pour la lutte des travailleurs.

Briser le mouvement dynamique qui s'est ainsi instauré, tel est le but de tous ceux qui n'ont rien appris, rien compris, rien oublié et qui entendent que tout redevienne comme avant (même si ce n'est qu'une apparence). C'est pourquoi l'agglomérat des conservateurs, des réactionnaires et des fascistes des C.D.R. multiplient actuellement les provocations afin, à la faveur des réactions étu-

diantes, d'obtenir un prétexte « autorisant » l'instauration de la terreur à l'Université.

Aujourd'hui, la vieille couche conservatrice de l'Université et les réformateurs modernistes, les technocrates sélectionnistes se retrouvent au coude à coude pour appeler les forces répressives à la défense de leurs privilèges : l'unanimité de l'U.D.R. ne peut donc s'affirmer que sur la défense, par ses deux ailes, des situations acquises. En dénonçant les accords passés, en provoquant ainsi la contestation des étudiants, ces réformistes et ces réactionnaires ne cherchent qu'à ameuter l'opinion contre les étudiants : en dénonçant un désordre qu'ils créent sciemment, ces mandarins ne font que défendre leur position de puissance dans l'institution universitaire.

Ne pas tomber dans ce piège, c'est poursuivre des objectifs précis et clairs sur lesquels une bataille de masse peut et doit s'engager. C'EST, POUR LE MOUVEMENT, CHOISIR SON PROPRE TERRAIN DE LUTTE. Les Assises Nationales de l'U.N.E.F. à Grenoble en fournissant les éléments de base ; une transformation radicale de l'Université étant irréalisable sans changements plus profonds ; les luttes étudiantes doivent être essentiellement anticapitalistes et anti-impérialistes. Il faut impulser des luttes de masse d'abord à l'Université et maintenir la liaison avec les travailleurs. Enfin, il faut adapter les structures de l'U.N.E.F. pour faire de celles-ci l'instrument permanent de lutte des étudiants.

Poursuivre les luttes de masse à l'Université, oeuvrer à la liaison de plus en plus serrée entre les étudiants et les travailleurs, tels sont les deux grands axes qui doivent diriger l'action de l'U.N.E.F.

Pour le moment, et compte tenu de la situation, six objectifs essentiels sont assignés au mouvement étudiant :

I - Le respect des engagements contractés en mai et juin.

II - Le respect des libertés politiques et syndicales à l'Université.

III- Le refus de l'intégration et l'instauration d'un pouvoir de contrôle étudiant.

IV- La poursuite de la lutte contre L'Université de classe.

V - Le renforcement de la liaison avec les travailleurs.

VI - L'élargissement international des luttes.

## **I - LE RESPECT DES ENGAGEMENTS DE MAI**

Il ne faut pas se leurrer sur la signification et la limite des accords passés en mai entre enseignants et étudiants ; souvent même, ils ne représentent que l'institutionnalisation d'états de fait antérieurs.

Toutefois, obtenir l'application des résolutions adoptées, faire respecter les engagements pris a une signification politique évidente : c'est empêcher que soit remis en question l'acquis du mouvement de mai, c'est se battre pour que l'on ne retrouve plus la situation antérieure. Les conservateurs et les technocrates le savent bien, et c'est pour cela qu'une bataille aussi acharnée s'est engagée dès la rentrée sur les examens ; c'est pour cela aussi que cette bataille devra être livrée partout : dans les facultés, les cités, les instituts... La lutte pour le respect des libertés politiques et syndicales en est un des moments les plus importants.

## **II - LES LIBERTÉS POLITQUES ET SYNDICALES**

Certes, elles existaient partiellement avant mai. Toutefois, il est incontestable que leur exercice est un des acquis essentiels du mouvement. Aucune ambiguïté n'est acceptable à leur sujet : on ne peut accepter de les amender ou d'en faire un objet de négociation ; elles représentent un droit absolu, on ne peut, pas non plus, admettre qu'il soit limité à la dérisoire latitude d'organiser des cours d'instruction civique ! Quant aux déclarations gaullistes, d'après lesquelles l'exercice de ces libertés, ne doivent pas prêter à monopole ou propagande, il y aurait vraiment de quoi rire si cette pseudo-neutralité défendue par les hommes du pouvoir ne signifiait pas, en réalité, la volonté de maintenir le monopole reconnu à l'intervention politique de l'U.D.R. qui, elle, s'exerce sans frein ni retenue.

L'exercice des libertés syndicales et politiques n'est pas seulement un droit à l'information ou à l'expression, c'est et surtout le droit fondamental pour chacun de contester l'Université bourgeoise et l'enseignement qui y est dispensé ; c'est aussi, en ce sens, le droit d'ouvrir l'université aux travailleurs.

Il va de soi que cette bataille ne se circonscrit pas à l'enseignement supérieur, il concerne largement les lycées, l'ORTF, et tous les travailleurs avec lesquels elle doit être engagée.

## **III - LE CONTROLE ÉTUDIANT**

Il représente la seule garantie pour que les objectifs du mouvement soient atteints ou respectés. L'exercice d'un contrôle étudiant est particulièrement nécessaire dans une période où les tentatives de retour en arrière vont se multiplier. Au moment où on parle de cogestion, de gestion paritaire, seul l'exercice de ce pouvoir peut empêcher l'intégration du mouvement et lui permettre de conserver son audience de masse. Le contrôle étudiant s'exerce sur tous les aspects de la vie universitaire : les examens, les inscriptions... Il s'exerce aussi sur tout étudiant mandaté à quelque instance que ce soit, par une assemblée générale : en effet, la simple présence d'étudiants dans les organismes de cogestion n'est trop souvent qu'une caution aboutissant à l'intégration dans un système sur lequel on ne peut influer : l'irruption des étudiants dans les centres de décision ne doit donner lieu qu'à une contestation efficace et massive de l'Université. C'était d'ailleurs la seule signification du mot d'ordre avancé en mai de « pouvoir étudiant ».

## **IV - LA LUTTE CONTRE L'UNIVERSITÉ DE CLASSE**

Avec la prochaine promulgation de la loi d'orientation, elle prend une importance grandissante. Si les structures de l'enseignement sont bouleversées de façon assez radicale pour entraîner la panique des mandarins, le caractère fondamental de l'Université de classe n'est pas atteint et se trouve même renforcé par certaines dispositions de la loi. « L'ouverture des facultés vers l'extérieur » est en fait l'introduction dans les structures de gestion « de personnalités qualifiées » à la solde du Gouvernement et du patronat. Le secteur productif (la Recherche, les Grandes Ecoles et les départements de Technologie) reste complètement intouché. La loi, derrière ses aspects libéraux, traduit au fond, une volonté d'adaptation de l'Université au néo capitalisme tout particulièrement parce qu'elle va conduire à la main mise de l'Etat sur la recherche scientifique et le devenir professionnel des étudiants.

Il faut donc poursuivre la lutte contre cette Université de classe : Refuser la distinction voies courtes - voies longues, exiger un réel cycle d'orientation, ouvrir l'Université aux travailleurs, supprimer les établissements privés, mettre fin aux Grandes Ecoles et aux I.U.T. pour en faire des unités d'enseignement identiques aux autres, critiquer le contenu de l'enseignement, dévoiler sa finalité de fourniture de cadres au capitalisme...

La lutte contre l'université de classe se mène avec les lycéens et les enseignants qui veulent s'y associer, elle se livre surtout avec l'ensemble des travailleurs.

## V - LA LIAISON AVEC LES TRAVAILLEURS

Le mois de mai a démontré avec éclat la nécessité d'éviter l'isolement du mouvement étudiant et de consolider les liens des étudiants avec la classe ouvrière. Cela passe à la fois par le renforcement des rapports avec les organisations des travailleurs et par la progression et le renforcement du travail et des discussions à la base.

Mais il ne s'agit pas seulement d'éviter l'isolement du monde-étudiant et son retour au ghetto traditionnel ; il ne s'agit pas seulement d'assurer au mouvement étudiant l'alliance des millions de travailleurs sans laquelle les risques de répression seraient grands ; il s'agit de faire comprendre que ce qui se passe à l'Université concerne tout le monde et que la solidarité en ce domaine ne peut être formelle ; il s'agit aussi de mettre en œuvre des actions communes avec la classe ouvrière.

C'est pourquoi il faut rechercher avec une inlassable bonne volonté la coopération des organisations syndicales et être prêt à ouvrir à tout moment un dialogue sans préalables ni concessions afin de poursuivre la lutte engagée en mai pour la construction du socialisme.

Mais cette liaison « au sommet » ne peut être efficace et réelle que si elle repose sur un travail et une discussion à la base dans les comités d'action étudiants-travailleurs dans les universités populaires ou par toute autre initiative.

## VI - LES LUTTES INTERNATIONALES

Le mouvement étudiant étant animé par une volonté de contestation radicale de la société capitaliste, il ne peut être que totalement solidaire de la lutte mondiale contre l'impérialisme. Le mouvement français s'est inscrit chronologiquement après les mouvements allemands, italiens, espagnols..., et avant les mouvements aux États-Unis, Amérique Latine..., et comme eux, est passé du stade de la contestation universitaire à celui d'une contestation globale. L'offensive capitaliste est parfaitement orchestrée au travers des frontières, aussi toute reprise du mouvement suppose la coordination internationale des luttes. L'analyse et la critique des problèmes de la main-d'œuvre étrangère et du système culturel des pays nantis, peuvent par exemple permettre une jonction réelle des luttes étudiantes, ouvrières et paysannes à l'échelon européen. Il est certain aussi que les rapports entre les mouvements étudiants des différents pays doivent être reserrés.

## Principaux secteurs d'intervention

Les 6 points ainsi explicités nous permettent d'agir sur la situation.

### • Les examens

Il n'est pas question que les étudiants passent les examens sous la « protection » de flics ou d'« appariteurs », que ce soit à l'intérieur ou hors des locaux universitaires. Il n'est pas non plus question de se laisser imposer un retour aux formes d'examen antérieures au mois de mai : partout des discussions à ce sujet devaient être engagées entre enseignants et étudiants. Partout devront être respectées les décisions prises en mai-juin, sous peine de voir l'examen être de fait dénaturé par les étudiants. Il n'est pas question enfin de laisser l'examen s'instaurer en un moyen de sélection pur et simple ; rien ne justifierait que le pourcentage de réussite aux sessions de septembre soit différent de celui de juin ; nous ne saurions admettre également que l'échec à l'examen entraîne l'impossibilité de poursuivre des études normales : l'organisation de cours de recyclage ou de rattrapage et donc la possibilité d'accéder à l'étape suivante doivent être envisagées.

### • Les inscriptions

Les déclarations ministérielles, à ce sujet, comme à bien d'autres, sont contradictoires. Les anciennes modalités et restrictions des inscriptions, notamment en ce qui concerne le premier cycle doivent être abolies. Il faut refuser tout transfert arbitraire d'étudiants de Paris vers la Province, de même que fin doit être mise à l'orientation arbitraire entre licence et maîtrise et que doit être envisagé à ce niveau et pour tout le second cycle un enseignement commun.

Pour éviter que les modalités d'inscription en faculté ne puissent se transformer en mécanismes de sélection, l'U.N.E.F. demande aux étudiants d'élire des **commissions de contrôle** chargées d'assurer la liberté des inscriptions.

### • Les libertés politiques et syndicales

Certes, la loi d'orientation en accorde les principes mais relativement vagues et généraux, laissant en fait les modalités concrètes aux autorités locales. Aussi, compte tenu de la levée de boucliers qu'a suscitées ce problème de la part des réactionnaires et autres fascistes C.D.R., la bataille à mener dans chaque université, chaque faculté, chaque département, chaque campus, sera dure. Partout, il faudra obtenir les moyens matériels de s'exprimer qui, s'ils ne sont pas une fin en soi, constituent l'indispensable condition à la pratique des libertés politiques et syndicales. Outre la possibilité d'affichage, de distribution de tracts, il faut par exemple

chercher à disposer de la libre utilisation des locaux à certains moments pour y poursuivre le travail que les étudiants se seront fixés. Ce sont là les objectifs précis sur lesquels des batailles peuvent être engagées mais il est bien évident que pour nous, les libertés politiques et syndicales consistent essentiellement dans la critique permanente de l'Université bourgeoise.

### • Les organismes de cogestion et de discussion

L'U.N.E.F. est l'instrument de combat des étudiants, elle n'entend en aucune façon «participer» à l'Université capitaliste. Les étudiants seront élus au conseil de cogestion. Il n'est pas question que l'U.N.E.F. en tant que telle y participe. Mais il faudra que sur des objectifs clairs, des points précis, une bataille soit menée à la base au niveau d'assemblées générales de tous les étudiants, une bataille politique menée pour, d'une part contester plus radicalement l'université, et pour, d'autre part, que l'ensemble des étudiants se rendent compte de la signification de la cogestion. Si les élections ont lieu sur listes, les militants de l'U.N.E.F. ne participeront à ces élections que dans la mesure où ils pourront défendre un programme correspondant à la nature du mouvement de mai.

Quoiqu'il en soit, il ne pourra être élu s'il ne présente pas des points d'action détaillés, s'il ne rend compte à tout moment de ce qu'il a fait et dit, de ce qu'on lui a répondu, de ce qu'il est advenu des décisions. Seules des assemblées générales d'étudiants peuvent permettre ce type d'intervention, retirer les délégués dont la présence n'aurait plus aucun sens dans les réunions, ou révoquer ceux qui n'accompliraient pas leurs mandats. Le contrôle permanent de la base doit pouvoir s'exercer; les militants de l'U.N.E.F. doivent en particulier, mettre sur pied partout des commissions de contrôle tant sur les examens, les inscriptions, la rentrée dans les facs et les cités que sur les différents conseils d'établissement qui verront le jour : contrôle des décisions et de leur application, tel est leur rôle.

---

### Que faire dans l'immédiat ?

Essentiellement permettre aux étudiants de s'exprimer, coordonner et organiser le mouvement. Pour cela :

1. Mise sur pied de comités U.N.E.F., sur la base élaborée par les assises nationales de Grenoble, à tous les échelons de la vie universitaire et sur tous les lieux de travail : amphis, cités, I.U.T., Lycées T.S., Grandes Ecoles...

2. Poursuite de la bataille pour les libertés politiques et syndicales, l'offensive de la droite est déjà commencée ; il faut organiser

dès maintenant des débats et l'information sur l'ORTF, le mouvement de mai, la répression patronale... Il faut dès maintenant ouvrir l'Université aux travailleurs et revendiquer la disposition des moyens nécessaires à l'exercice de ces libertés.

3. Consolidation et implantation du front unique contre la répression, il est important qu'à l'échelon local, des contacts soient pris avec les sections des organisations progressistes de façon à élargir sur ce point, la liaison entre les luttes étudiantes et ouvrières.

4. Mise sur pied des organismes de contrôle étudiant ; des commissions de contrôle seront créées concernant :

- les examens ;
- les inscriptions ;
- les admissions en cités ;
- l'organisation des études ;
- tout conseil paritaire.

5. Organisation au niveau de chaque département de discussions à la base ouvertes à tous les étudiants, en particulier, en vue de l'élaboration d'une plateforme et de moyens d'action déterminés.

6. Elaboration de plateforme d'intervention tant en ce qui concerne les examens que les conditions de la rentrée, les structures et le contenu de l'enseignement dans chaque discipline, les problèmes des I.U.T., de la formation professionnelle, de la division licence maîtrise et plus généralement une dénonciation de la sélection.

7. Liaison avec les lycéens ; étudiants et lycéens étaient côte-à-côte car leur lutte contre l'université de classe et leur contestation de la société bourgeoise sont les mêmes. Il faut impulser la création de C.A.L., les aider en leur fournissant information et matériel, créer des comités de liaison faculté-lycée.

8. Liaison avec les travailleurs. Il faut reprendre la discussion avec les organisations syndicales. Mais ce n'est pas suffisant. Tous les étudiants doivent travailler dans les comités d'action étudiants-ouvriers. Enfin, sous la direction des travailleurs, chaque Université au moins doit avoir à cœur de participer à la réalisation d'au moins une université populaire.

9. Liaison internationale ; outre les contacts avec les travailleurs étrangers, il faut organiser des discussions régulières avec les étudiants étrangers de l'université sur les problèmes propres à leur pays et sur l'impérialisme.

LE BUREAU NATIONAL  
DE L'U.N.E.F.

Le 17 Septembre 1968